

OECD Journal on Development

Development Co-operation – 2006 Report – Efforts and Policies of the Members of the Development Assistance Committee Vol. 8 Issue 1

Summary in French

Revue de l'OCDE sur le développement

Coopération pour le développement – Rapport 2006 – Efforts et politiques des membres du Comité d'aide au développement Vol. 8-1

Résumé en français

« L'une des missions les plus importantes du CAD est de procurer au public intéressé et acteurs concernés des informations précises et cohérentes. Pas d'efficacité sans transparence. L'aide constitue un investissement pour un monde meilleur et plus sûr. Ceux qui la financent et ceux qui la reçoivent peuvent, et devraient, exiger qu'elle produise des résultats tangibles pour les pauvres. J'espère que les informations et les analyses de ce rapport concourront à enrichir le débat sur une utilisation efficace de cette aide. »

- Richard Manning président du CAD de l'OCDE

Cette année, le rapport de coopération pour le développement du président du Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE, Richard Manning, envisage le volume global de l'aide et examine si les donateurs sont en voie d'atteindre leur objectif de porter le volume global de l'aide à 130 milliards USD et de doubler l'aide envers l'Afrique d'ici à 2010.

Le rapport étudie les principales tendances qui indiquent où part l'aide – quelles régions reçoivent le plus, le moins, quels secteurs (santé, éducation, etc.) l'attirent et quelle incidence l'allègement de la dette et l'aide d'urgence continuent-ils d'avoir sur l'ensemble des apports de l'aide.

Le rapport propose également des recommandations sur la façon dont les donateurs peuvent faire davantage pour encourager une plus grande responsabilité nationale des pays en voie de développement concernant les dépenses publiques (qui incluent l'aide).

Le rapport rend également compte de mesures clés de la coopération pour le développement, notamment des progrès réalisés – ou pas – par les pays dans l'application

de la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide. Il étudie comment une aide aux échanges commerciaux accrue peut avoir le plus grand impact.

Accroissement de l'aide, mais l'allègement de la dette domine

L'aide publique au développement (APD) des pays membres du CAD a atteint au total le chiffre record de 106,8 milliards USD, soit une hausse de 32 %.

Cela représente 0,33 % des revenus nationaux bruts (RNB) combinés des pays membres en 2005, soit une hausse de 0,26 % en 2004 et la plus forte proportion depuis 1992.

Mais la part du lion de cette augmentation provient des sommes issues de la remise de la dette (particulièrement de l'Irak et du Nigeria), qui ont plus que triplé, et de l'augmentation de 15,8 % de l'aide humanitaire.

En 2005, le CAD a publié une simulation largement citée montrant que si tous les donateurs honoraient leurs engagements, l'aide passerait d'à peine 80 milliards USD en 2004 à 130 milliards USD constants en 2010.

Atteindre cet objectif nécessitera néanmoins une très forte progression dans la période 2008-2010, indique le président du CAD, Richard Manning. Cela représentera une hausse « des programmes d'aide financés par les contribuables à un rythme supérieur à celui de la croissance de quasiment tous les autres postes de dépenses publiques. »

Richard Manning prévoit vraisemblablement d'ici là un léger fléchissement du volume de l'aide en 2006 et en 2007, à mesure de la diminution des remises de dettes.

L'aide à l'Afrique subsaharienne marque une pause, mais la majorité de l'aide va aux pays pauvres

L'aide à l'Afrique subsaharienne a fortement progressé, mais si on exclut le Nigeria, qui a principalement bénéficié d'une remise de sa dette, alors l'aide envers cette région n'a pratiquement pas évolué en 2005.

Cependant, l'aide, sous une autre forme qu'un allègement de la dette, devrait augmenter dans les années à venir lorsque les engagements visant à doubler l'aide envers l'Afrique prendront effet.

Pour l'avenir, Richard Manning prévoit que nous verrons sans doute l'aide envers l'Europe et l'Extrême Orient poursuivre sa baisse au-delà de 2005, puisque de plus en plus de pays de cette région connaissent une progression de leur développement.

96 % de l'aide globale profite maintenant aux plus pauvres des pays en voie de développement, montrant ainsi que la distribution de l'aide est aujourd'hui plus proche des lieux de vie des pauvres.

Les donateurs non-membres du CAD accroissent également leur aide

Tandis que l'aide émanant des membres du CAD de l'OCDE continuera de représenter près de 90 % de l'APD globale, Richard Manning souligne que celle des donateurs hors CAD progresse également.

Warren Buffet a doublé les fonds de la Fondation Gates du jour au lendemain.

L'aide provenant des pays extérieurs au CAD tourne traditionnellement autour de 5 % de l'APD mondiale, mais elle est amenée à augmenter à mesure que des pays non-membres du CAD de l'OCDE, tels la Corée ou la Turquie, et des pays extérieurs à l'OCDE et à l'UE augmentent leur aide.

Nouvelles façons de donner de l'aide

L'un des faits intéressants de l'année écoulée a été la concrétisation de propositions de dispositifs d'aide au développement innovants.

Les trois initiatives principales ont toutes été menées dans le secteur de la santé.

- La facilité internationale de financement pour la vaccination.
- La promesse de prélèvements sur les billets d'avion pour financer l'aide pour la lutte contre le paludisme, la tuberculose et le VIH-sida.
- Un « engagement des marchés avancés » à encourager le développement de vaccins sur les marchés où la demande est faible

On suppose que les deux premières initiatives ci-dessus grossiront l'apport total de l'aide de 2 milliards USD par an, soit de quelque 2 % de l'aide totale.

La dépendance à l'égard de l'aide

La dépendance à l'égard de l'aide a-t-elle atteint des niveaux qui menacent la stabilité macroéconomique et la compétitivité des pays en voie de développement (la malédiction des ressources) ?

En réalité, les statistiques du CAD indiquent que les niveaux d'ensemble de la dépendance à l'égard de l'aide sont faibles et stables, après avoir connu une baisse importante dans le milieu des années 1990. La plupart des pays à fort niveau de dépendance sont de petites îles ou des États en guerre. Mais des pays de plus grande taille pourraient voir leur niveau de dépendance s'accroître quelque peu si l'aide augmente comme promis.

Surveiller l'application de la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide

Le CAD de l'OCDE observe l'application de la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide depuis son acceptation, en 2005, par 100 donateurs, par des pays en voie de développement et par des organisations multilatérales. Le rapport de coopération pour le développement de cette année dévoile les premières constatations tirées de l'Enquête de suivi de la mise en œuvre de la Déclaration de Paris, réalisée en 2006.

Elle suggère qu'une attention plus grande devrait être portée sur la gestion des coûts de la distribution de l'aide. Mais l'efficacité de l'aide va au-delà d'une réduction des coûts des transactions : elle doit également impliquer des institutions plus fortes et plus responsables au niveau national. L'enquête montre que les efforts doivent aller dans cette direction.

31 pays ont pris part à cette enquête.

Renforcer la responsabilité nationale

Richard Manning désigne des secteurs dans lesquels les donateurs pourraient et devraient faire davantage pour encourager une plus grande prise de responsabilités des gouvernements des pays pauvres envers leurs habitants. Il suggère :

- des actions continues pour améliorer la consultation des acteurs non-gouvernementaux lors de la formulation des stratégies de réduction de la pauvreté, et l'utilisation des moyens de communication pour renforcer cette obligation de responsabilité.
- une plus grande attention portée à l'amélioration des systèmes de collecte des impôts.

Il souligne que la responsabilité des gouvernements envers leurs citoyens tend à s'affermir non avec la hausse de l'aide, mais avec celle des recettes sur les prélèvements.

Les donateurs ont longtemps tenté de « permettre à l'Etat de mieux fonctionner » en aidant à renforcer les capacités. Il est bien plus délicat à des éléments étrangers de s'investir dans les fondations du contrat social qui pose les termes du débat politique local, mais les donateurs devraient envisager de mieux épauler :

- les gouvernements représentatifs,
- l'indépendance du judiciaire,
- l'indépendance des médias.

L'aide aux échanges commerciaux

Une amélioration de l'accès au marché ne saurait guère être profitable à la réduction de la pauvreté si elle ne s'accompagne pas d'un soutien au renforcement des capacités commerciales des pays en voie de développement.

Ce rapport avertit le lecteur des récentes estimations soulignant la faible rentabilité des programmes d'aide aux échanges commerciaux. Il relève également l'application très aléatoire, dans ces programmes, de la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide. Il suggère des facteurs d'amélioration, y compris l'importance de la propriété dans chaque pays et d'une gestion liée aux résultats.

En 2004, les fonds dégagés dans le cadre de l'aide aux échanges commerciaux destinaient 2,5 milliards USD à l'aide directement liée aux échanges commerciaux, 12,9 milliards USD à la construction d'infrastructures et 7,3 milliards USD au renforcement des capacités de production. En réalité, depuis la conclusion de l'Uruguay Round, la part de l'aide aux échanges commerciaux a représenté en moyenne 24 % de l'APD, hors remise de dettes.

Notes sur les pays – Politiques et efforts des donateurs bilatéraux

Chaque année, le rapport sur la coopération pour le développement rassemble des notes sur les politiques individuelles et les efforts des donateurs bilatéraux.

Caractéristiques clés en 2006 :

- La réduction de la pauvreté demeure une préoccupation forte, si ce n'est centrale, pour la plupart des donateurs.
- Les membres maintiennent leur engagement envers les objectifs du Millénaire pour le développement.
- La lutte contre la corruption est un objectif central au programme de la gouvernance des donateurs.
- Plusieurs donateurs ont enrichi leurs programmes en faveur d'une réforme du secteur de la sécurité.
- Il reste encore beaucoup à faire en matière de cohérence des politiques.
- Plus d'attention est donnée à la surveillance et à l'évaluation, l'accent étant mis sur les résultats.
- Des détails complets sont fournis concernant 5 pays suivis par leurs pairs : la Grèce, les Pays-bas, le Portugal, le Royaume-Uni et les États-Unis.

Statistiques

L'annexe statistique du rapport sur la coopération pour le développement réunit les dernières données sur les budgets de l'aide des membres au travers de tableaux, de graphiques et de diagrammes détaillés. Les points marquants sont inclus ici.

L'annexe statistique complète et son analyse sont disponibles en ligne sur :

www.sourceoecd.org/development

© OCDE 2007

Ce résumé n'est pas une traduction officielle de l'OCDE.

La reproduction de ce résumé est autorisée à condition que la mention OCDE et le titre original de la publication soient mentionnés.

Les résumés multilingues sont des extraits traduits de publications de l'OCDE parues à l'origine en anglais et en français.

Ils sont disponibles gratuitement sur la librairie en ligne de l'OCDE
www.oecd.org/bookshop/

Pour plus d'information, contactez le service des Droits et traductions de l'OCDE,
Direction des Affaires publiques et de la communication.

rights@oecd.org

Fax : +33 (0)1 45 24 13 91

Service des Droits et traduction de l'OCDE
2, rue André-Pascal
75116 Paris
France

Consultez notre site Internet www.oecd.org/rights/